

FAIRE PAYER LES RICHES...

LE DROIT DES PAUVRES

Désarrois

L'ANALYSE des mesures, contremesures, tâtonnements, essais, projets et contre-projets gouvernementaux fait conclure à un désarroi total des hommes qui ont la responsabilité de diriger le pays. Schuman et Mayer ne sont pas de simples politiciens ne voyant pas plus loin que les intérêts de leur parti. Ils voient les problèmes sur un plan d'ensemble et, de ce point de vue, s'efforcent de pallier aux difficultés et de redresser la situation.

Mais on ne répète jamais assez que, dans l'organisation sociale actuelle, ce redressement est impossible.

Du côté gouvernemental et de l'Etat, on annonce le renvoi de 150.000 fonctionnaires. C'est, en contre-partie, 150.000 hommes et femmes à employer plus utilement qu'ils ne l'étaient. Mais on se demande comment ils pourront l'être quand la montée des prix industriels aura pour conséquence la diminution de la consommation, donc du personnel travaillant dans les ateliers et les usines.

L'emprunt forcé et les augmentations de salaires se justifient. Mais la réplique inévitable sera une élévation générale des prix, qui, à du reste, est prévue. Cette élévation déterminera une baisse de la consommation, donc de la production, une diminution du travail, une aggravation du chômage.

Le bâtiment sera bientôt atteint. Dans toute crise, cet aspect de la vie économique est le premier touché. En France, il faut reconstruire pour 4.000 milliards, disent les uns, 5.000 et même 6.000 milliards, disent les autres. Davantage encore, si l'on tient compte, non seulement de ce qui a été démolé par la guerre, mais encore de toutes les maisons insalubres — la moitié environ du pays.

Or, on annonce une crise du bâtiment et, d'ici peu, 170.000 à 200.000 chômeurs. Ceci, pour deux raisons : le capital financier manque (et, par conséquent, les fonds nécessaires pour entreprendre) et les nouveaux prix du ciment, du plâtre, des briques, des tôles et même du bois employés, des installations électriques, de la plomberie, de la peinture et des moyens de transport qui apportent tout cela, rendent trop onéreuse la construction d'immeubles.

L'exemple du bâtiment peut se généraliser. Les techniciens gouvernementaux et leurs commentateurs semblent exprimer une vérité d'évidence quand, défendant l'ensemble du plan actuel, ils proclament qu'il faut niveler l'offre et la demande. Il y a trop de demande par rapport aux possibilités de l'offre, c'est-à-dire des produits à mettre en vente. Solution : diminuons cette demande en haussant les prix et en pratiquant des ponctions monétaires.

Or, on nous a donné au début de l'année 1947, pendant dix ou vingt ans, que cette production soit de 140 pour cent par rapport aux meilleures années d'avant guerre. On a atteint l'indice 102 basé sur 1938. Mais on ne nous dit pas que l'indice 1938 était à 80 par rapport à 1929. Il faut donc attendre au moins l'indice 160 de l'année de référence. Et, au lieu de le faire, on provoque la réduction de la production industrielle.

On la provoque sans le vouloir, et c'est ce qui est tragique. Ce n'est pas la bonne volonté des hommes actuellement au pouvoir qui est en cause. C'EST LE REGIME LUI-MEME. Toute mesure étatique — l'emprunt forcé, la diminution de 10 pour cent des dépenses de l'Etat et le retrait des billets de cinq mille francs (1) — est contre-balancée par des réactions inévitables dans une société qui, aux egoïsmes en lutte, ajoute un état de délabrement général et insurmontable.

La société capitaliste s'écroule irrémédiablement et l'étatisme fait faillite. Il est temps que les hommes ayant le courage de regarder les choses en face se regroupent avec nous, pour la construction d'un socialisme où le profit individuel et l'Etat étant bannis, le socialisme aura pour but la satisfaction des besoins de tous par l'harmonie de la production et de la distribution, et de l'effort directement coordonné des hommes.

(1) Nous laissons à part la délicatesse des procédés gouvernementaux.

GANDHI est mort

GANDHI est mort! Cette nouvelle a frappé douloureusement tout homme ayant le sentiment de la grandeur et de la dignité!

Gandhi, nouveau Jésus? Trop de facilités ont été écrites sur ce thème pour que nous le reprenions.

Mieux vaut une analyse, si rapide soit-elle, qu'une comparaison douteuse.

Gandhi a été, incontestablement, surtout pendant ses premières années d'activité publique, un révolutionnaire dans la mesure où il est entré en lutte contre une société archaïque. La campagne de « désobéissance civile » montrait que l'impérialisme anglais n'était pas invulnérable.

Mais Gandhi, comme tous les réformateurs, déclenchait un mouvement d'opinion qui devait le dépasser. Et de révolutionnaire, il se muait, par la force des choses, en contre-révolutionnaire.

Des Hindous, ayant appris à mépriser un occupant dont les faiblesses éclataient au grand jour, substituaient à la « désobéissance » : la révolte.

Gandhi a mis en cause l'existence du régime des castes; mais son paternalisme s'est limité à lutter pour une « amélioration » de l'existence des Intouchables.

Nombre de ceux-ci, ces temps derniers, ont même, après d'amères déceptions, renié le mahatma.

Gandhi était essentiellement un religieux pour qui les choses de la terre étaient peu au regard d'une vie sura-telle.

La non-violence n'est pas synonyme de lâcheté, et Gandhi a déclaré un jour qu'il préférerait le violent à celui qui fuit la lutte.

« LE LIBERTAIRE » poursuivi

Comme nous l'avons déjà annoncé, le Ministère de la Guerre intente une poursuite contre le Libertaire.

Nos camarades Joyeux et Martin comparaitront le 17 courant, devant la 17^e Chambre correctionnelle.

Que tous les groupes, tous les camarades isolés, tous les lecteurs adressent au Président de la 17^e Chambre, Palais de Justice, Paris, de vigoureuses protestations.

Mais cette « non-violence », dont l'impuissance s'atteste chaque jour, n'a nullement empêché les haines religieuses et les massacres, et a nu à développement d'un mouvement de libération sociale authentique. En ce sens, elle a, malgré l'apparence, coûté trop de vies humaines à l'Inde pour un résultat médiocre et passager : une Inde où tous les privilèges, toutes les exploitations subsistent, et dont la Grande-Bretagne continue à se servir contre une éventuelle extension soviétique vers le Sud.

D'ailleurs, sur le plan de l'esprit, les vues de Gandhi se limitaient à une tolérance entre les religions, la Religion restant la base d'un système social dont le retour à l'artisanat et quelques principes de vie individuelle devaient suffire à constituer l'armature.

Jamais le problème de la suppression de l'Exploitation, de l'Autorité, ne fut posé nettement, et le gandhisme a servi en définitive la bourgeoisie hindoue et la prolongation de la domination britannique.

La politique de Gandhi a donc été essentiellement réformiste et plus de résignation que de lutte émancipatrice. Son rôle progressif a été réduit et se solde par une défaite.

Avec Gandhi, disparaît une illusion : les hommes doivent savoir maintenant qu'il n'est pas possible de s'emanciper par la prière et la simple résistance passive visant à des réformes trompeuses.

Mais si nous jugeons que le gandhisme a été objectivement une formule contre-révolutionnaire parce que masquant les vrais problèmes, nous ne sommes pas de ceux qui insultent la mémoire du mahatma en affirmant qu'il a habilement et volontairement égaré les aspirations d'émancipation des peuples de l'Inde.

Nous contestons l'homme politique — peu nous importe le saint — mais nous saluons la mémoire d'un humain tolérant et courageux.

Propriété individuelle et coopérative agricole L'EXPERIENCE DU DANEMARK

Le Danemark étant le pays qui nous est présenté à la fois comme un exemple type du succès de la propriété individuelle, et de la coopérative agricole, ainsi que de la supériorité de l'amalgame de ces deux institutions soit sur la grande exploitation, soit sur la culture collective du sol dans un régime socialiste, nous allons analyser plus en détail la situation des agriculteurs danois et comment se pose le problème agricole dans ce pays.

Notons tout d'abord que le partage des grands domaines n'a pas été le résultat de l'évolution normale de l'économie agricole, d'un déplacement naturel d'une forme de l'exploitation agricole par une autre, mais comme il arriva après la réforme agraire dans l'Est européen après la première guerre mondiale, et comme il arrive après la deuxième, celui d'une politique poursuivie par l'Etat. Avec cette différence, toutefois, que cette politique s'étendit sur un demi-siècle et fut le résultat d'un effort systématique dont les socialistes, surtout, ont été les auteurs. On a poursuivi un idéal, on n'a pas obéi aux normes de

la technique ou aux besoins de la production.

Mais l'Etat ne s'est pas contenté de contribuer puissamment à constituer la propriété individuelle, mais a également pour aider à son développement et à son maintien, soit en l'exonérant d'impôts, soit en accordant des emprunts aux associations agricoles et aux coopératives. Il a même empêché le morcellement des terres et interdit leur vente, quand elle ne devait pas laisser aux propriétaires les ressources suffisantes pour assurer leur subsistance.

Retenons bien ce premier point qu'il a fallu, pour que le fait danois devint possible, l'intervention active des institutions gouvernementales.

La superficie agricole du Danemark, qui occupe 74 % de la superficie totale du pays, était, en 1935, de 3.176.000 hectares. La population des communes rurales, de 1.998.000 habitants, soit 54 % de la population totale, sans que nous puissions savoir quel était, dans cet ensemble, le nombre exact des cultivateurs, celui des artisans, des commerçants, etc. (Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

(Suite page 2)

